



PERMIS DE CONSTRUIRE DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 31/10/2018 – complétée le 13/12/2018, le 28/01/2019, le 14/02/2019 et le 20/02/2019

N° PC 029 075 18 00090

Par :	COMMUNE DE GUIPAVAS Représentée par M. JACOB Fabrice
Demeurant à :	Place Saint Eloy Mairie 29490 GUIPAVAS
Pour :	complexe sportif, club house et locaux nécessaires à son utilisation
Sur un terrain sis à :	Lieu-dit MOULIN NEUF 29490 GUIPAVAS ZI 12, ZI 48 Zonage N, Zonage NL

Surface de plancher: 3644,75 m²

Surface taxable : 3650.75 m²

Places de stationnement
extérieur : 48

Le maire,

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 20 janvier 2014, mis en compatibilité les 28 avril 2016, 16 décembre 2016 et 11 décembre 2017, modifié les 12 décembre 2014, 13 octobre 2015, 11 décembre 2015, 16 décembre 2016 et 30 mars 2018, mis à jour les 19 décembre 2014, 19 mai 2016, 27 septembre 2016, 28 octobre 2016, 5 janvier 2017, 17 mars 2017, 22 février 2018, 29 mai 2018 et 21 septembre 2018,

Vu l'avis de monsieur le président de Brest métropole en tant que gestionnaire de la voirie,

Vu l'avis de la direction générale de l'aviation civile en date du 11/02/2019,

Vu l'avis de monsieur le directeur départemental du service d'incendie et de secours du Finistère,

Vu l'avis de la sous-commission départementale d'accessibilité en date du 11/12/2018,

Vu l'avis de monsieur le directeur du GRT-GAZ,

ARRETE

Article 1 : Le présent permis de construire est accordé sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

.../...

Article 2 : prescriptions

PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT (aéroport de Guipavas)

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que les parcelles sont situées en zone C du Plan d'Exposition au Bruit, relatif à l'aéroport de Brest Guipavas (arrêté préfectoral du 05.01.2006). Dans la zone C, sont autorisées les constructions individuelles non groupées situées dans des secteurs déjà urbanisés et desservis par des équipements publics dès lors qu'elles n'entraînent qu'une faible augmentation de la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances. La rénovation, la réhabilitation, l'amélioration, l'extension mesurée ou la reconstruction de constructions existantes peuvent être admises lorsqu'elles n'entraînent pas une augmentation de la capacité d'habitants exposés aux nuisances.

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que les parcelles sont situées en zone D du Plan d'Exposition au Bruit, relatif à l'aéroport de Brest Guipavas (arrêté préfectoral du 05.01.2006). La zone D, zone de bruit faible, ne donne pas lieu à des restrictions de droits à construire, mais étend le périmètre dans lequel l'isolation acoustique de toute nouvelle habitation et l'information des futurs occupants, acquéreurs ou locataires de logement, sont obligatoires.

VOIE BRUYANTE

Le pétitionnaire est informé que le projet, est situé au voisinage d'infrastructures de transports terrestres affectées par le bruit. A ce titre, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions d'isolement acoustique définies dans l'arrêté interministériel du 30/05/1996 mis en application sur le territoire de Brest métropole par l'arrêté préfectoral du 12/02/2004 en application de l'article L571-10 du code de l'environnement.

SECURITE

Il sera fait application des textes et règlements notifiés dans le rapport d'étude de la direction départementale des services d'incendie et de secours du Finistère, joint au présent arrêté.

ACCESSIBILITE HANDICAPES

Le projet sera réalisé en conformité avec les prescriptions formulées par la sous-commission d'accessibilité jointes au présent arrêté.

AVIATION CIVILE

Le projet sera réalisé en conformité avec les prescriptions formulées par la direction générale de l'aviation civile jointes au présent arrêté.

GRT GAZ

Le projet sera réalisé en conformité avec les prescriptions formulées par la direction de GRT GAZ jointes au présent arrêté.

Article 3 : La présente décision donnera lieu à la perception des taxes et redevances ci-après :

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que la réalisation du projet donne lieu au versement de la taxe d'aménagement dont le montant sera notifié ultérieurement par le comptable du trésor public.

Le projet donne lieu au versement d'une redevance d'archéologie préventive au titre de la loi 2001/44 du 17 janvier 2001, modifiée par la loi du 01 août 2003.

.../...

Article 4 : La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Elle est exécutoire dès sa réception.

GUIPAVAS,

le 13/03/2019

Le Maire,



A GUIPAVAS

13 MAR. 2019

*Le Maire,
Fabrice Jacob*

NB :

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que le projet doit respecter les règles d'accessibilité fixées à l'article L.111-7 du code de la construction et de l'habitation. La déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DACT) devra être accompagnée de la pièce AT1 - Attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité.

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que le projet doit respecter la réglementation thermique prévue par l'article R.111-20-3 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.462-4-1 du code de l'urbanisme]. La déclaration d'achèvement devra être accompagnée du document AT.3 - Attestation de prise en compte de la réglementation thermique.

Concernant le régime des taxes et participations d'urbanisme, les contributions sont assises et liquidées après la délivrance d'un permis de construire. Pour le calcul de la taxe d'aménagement : Taux 3% (5% pour le secteur du Froustven) pour la part intercommunale (Délibération du conseil de communauté du 30/09/2011) Taux 1,5% pour la part départementale (Délibération du Conseil Général du 17/10/2011).

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

DUREE DE VALIDITE : conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

Sa prorogation peut être demandée deux fois pour une durée d'un an. La demande doit être réalisée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

AFFICHAGE ET DEMARRAGE DES TRAVAUX : le bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration Cerfa n° 13407 est disponible à la mairie, l'hôtel de métropole ou sur le site internet urbanisme du Gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, l'hôtel de métropole, sur le site internet urbanisme du Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

Pour l'application des dispositions prévues par les articles R423-6 et R.424-5 du code de l'urbanisme, le pétitionnaire est informé que la date d'affichage de l'avis de dépôt en mairie est le mardi ou le premier jour ouvré, le cas échéant, suivant la date de dépôt du dossier.

Pour l'application des dispositions prévues par les articles R. 424-15 et A. 424-15 à 19 du code de l'urbanisme, le pétitionnaire est informé que la date d'affichage du présent arrêté en mairie est le :

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : le bénéficiaire d'un permis qui désire contester la décision peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision attaquée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique, le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les permis délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

DROITS DES TIERS : le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé (notamment : obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...). Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : le bénéficiaire de l'autorisation doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.42-1 du code des assurances.

.../...

RECOMMANDATIONS DES SERVICES CONSULTES

VOIRIE

Les travaux seront réalisés conformément aux prescriptions formulées par la division opérationnelle de Brest métropole dans l'avis annexé au présent arrêté.

EAU POTABLE - EAUX USÉES

Les travaux seront réalisés conformément aux prescriptions formulées par le service eau du ponant dans l'avis annexé au présent arrêté.

ÉNERGIE: TRANSPORT ET DISTRIBUTION

Le projet a été instruit sur la base d'une puissance de raccordement de 48 Kva triphasé.

- Le réseau public de distribution d'électricité n'est pas susceptible d'accueillir le raccordement du projet.

Une extension du réseau est nécessaire et sera à la charge du bénéficiaire de l'autorisation d'urbanisme (article L332-15 du code de l'urbanisme)

A titre d'information, la longueur totale des besoins d'extension, en incluant les ouvrages de branchement individuel, est de 340 mètres en dehors du terrain d'assiette de l'opération, pour un montant estimé à 26 422.80 € HT au 16/11/2018..

Les frais de branchement et de raccordement sur le réseau de distribution électrique étant à la charge du futur constructeur, celui-ci devra prendre contact avec ENEDIS (l'électricité en réseau) – service clients (09 69 32 18 79) qui définira les conditions de raccordement.



Le 13 mars 2019

Brest Métropole Océane
Communauté urbaine
Service droit des sols.
24, rue Coat ar Guéven
CS-73826
29238 Brest Cedex 2.

Service départemental d'Incendie et de Secours Du Finistère
Groupement Prévention

Bureau de Quimper
58 avenue de Keradennec
29337 QUIMPER

Tél.: 02 98 10 31 82

Fax : 02 98 10 31 95

Bureau de Brest

27 avenue Foch

29200 BREST

Tél.: 02 98 34 56 30

Fax : 02 98 34 55 79

✉ : secretariat.prevention@sdis29.fr

Dossier suivi par le Commandant Frédéric Zynkowski

Etude du groupement prévention du SDIS 29
concernant un ERP du 2^{ème} groupe sans hébergement

Dénomination	Complexe de tennis	
Adresse	Lieu-dit Moulin neuf à Guipavas	
Activité	Sportive et club house	
N° de dossier Prévention	01717	
Classement	Type : X	Catégorie : 5 ^{ème}

Pétitionnaire	Commune de Guipavas
Service instructeur	Brest Métropole Océane, service droit des sols.
Document d'urbanisme	PC n°029 075 18 00090
Date de réception du dossier	5 mars 2019

Cet avis doit être annexé dans son intégralité à l'autorisation de travaux délivrée par le Maire.

A. Textes réglementaires applicables

- Code de l'Urbanisme.
- Code de la Construction et de l'Habitation.
- Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (C.C.D.S.A).
- Arrêté n° 2017-1720001 du 21 juin 2017 du Préfet du Finistère relatif à la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité.
- Articles GN Dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Livre I du règlement de sécurité.
- Arrêté du 22 juin 1990 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de 5^e catégorie.
- Arrêté Préfectoral N° 2017-079-0002 du 20 mars 2017 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie

B. Documents étudiés

L'étude du dossier (aspect sécurité incendie et panique) a été réalisée à partir des documents suivants :

- Notice de sécurité ERP signée par le maître d'ouvrage.
- Engagement du maître d'ouvrage à respecter les règles générales de construction prévues par le chapitre premier du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment celles concernant l'accessibilité et la sécurité incendie signé et daté.
- Note de présentation du projet.
- Un jeu de plans établi par AREA Madame Le Joncour, architecte, le 20/2/2019.
 - un plan de situation
 - un plan de masse
 - un plan des façades
 - un plan des coupes
 - un plan des niveaux projetés

C. Description sommaire

C.1 Projet :

Le projet concerne la réalisation d'un complexe de tennis avec un bâtiment et une aire de jeux extérieure.

1) Le bâtiment est isolé, il présente une surface totale de 3550m² répartie sur 2 niveaux.

Étage partiel de 140m² avec un club house de 47m², un meuble bar, une réserve de 6m², un bureau, 2 WC et un ascenseur. L'étage est desservi par un escalier intérieur de 1m20 de large et un escalier extérieur à l'air libre de 0m90 de large.

Le rez-de-chaussée de 3409m² abrite :

- un hall central avec un bureau, une salle de réunion de 26m², un local technique, un local ménage, un bloc sanitaires et 2 vestiaires.
- 4 courts de tennis,
- 2 courts de Padel.
- 3 locaux de stockage de matériels dont un donnant uniquement sur l'extérieur.

2) L'aire de jeux extérieure comporte :

- 4 courts de tennis en terre battue,
- 1 court de tennis en résine,
- 1/2 court de tennis en terre battue,
- 1 beach tennis.

Structure réalisée en béton, plancher béton, charpente bois et couverture en panneaux sandwich laine de roche micro-perforée et voûte zénithale. Façades identiques à la couverture. Distribution intérieure par voiles béton et cloisons placoplâtre.

Chauffage électrique uniquement dans les locaux annexes.

Il n'y a pas d'utilisation du gaz.

C.2 Défense extérieure contre l'incendie :

État existant

Données Géobretagne.

PI/BI/REI	N°	Adresse/emplacement	Public/privé	Débit/Volume	Distance
REI projet		À proximité du projet	Public	270m ³	< 150m
REI	8004	Halle polyvalente	Public	120m ³	400m
PI 100mm	5002	Rue de Kéraliou face à la salle l'Envol	Privé	Débit non connu	900m

REI 8004 : capacité 150m³ mais seulement 120m³ sont pris en compte car la capacité des REI > 120m³ doit correspondre à un multiple de 60.

Analyse des besoins

Selon le guide départemental de référence pour la défense extérieure contre l'incendie (DECI), il est nécessaire de disposer pour un bâtiment ERP d'une surface > 500m², d'un besoin spécifique calculé d'après le document technique D9.

- Un ou plusieurs points d'eau incendie (PEI) à moins de 150m de l'entrée du bâtiment pour le plus proche (100m pour les types M, S et T) et moins de 200m entre les hydrants.
- Le débit nécessaire est fonction du type d'ERP et de la surface développée non recoupée.

Surface développée non recoupée par des parois CF 1 heure minimum estimée à 3550m².

Le débit d'eau nécessaire est égal à 210m³/heure sur 2 heures, soit 420m³.

Conclusion

Le maître d'ouvrage a prévu d'installer une REI de 270m³ à proximité du bâtiment projeté, en complément de la REI existante de 120m³ située près de la Halle polyvalente.

Soit un total de 120+270 = 390m³ (manque 30m³).

La REI projetée a une capacité insuffisante et se trouve trop près du bâtiment (voir la prescription).

D. Calcul des effectifs - Classement - Dégagements

L'effectif a été calculé en prenant en application des articles PE 2 - PE 3 - GN 1 - GN 2 du règlement de sécurité.

Niveau	Désignation du local	Surface	Article	Mode de calcul	Effectif public
RCh	Courts de tennis et padel et réunion	3409m ²	X2	déclaratif	140
Etage	Club house, bureau	47m ²	X2	déclaratif	47
					187

L'effectif total du public accueilli est de 187 personnes, le personnel de 8 personnes.

Le seuil d'assujettissement n'étant pas atteint, l'ERP est classé

Type : X	Catégorie : 5 ^{ème}
----------	------------------------------

Observations concernant le classement :

Les dispositions particulières de type R (Ets d'enseignement), prévoit que des activités annexes (infirmerie, bibliothèque, CDI, amphithéâtre, salles de réunion, salles polyvalentes) relèvent uniquement du type R et non types L, S et U.

Par analogie, la salle de réunion, les 2 bureaux et le club house relèvent uniquement du type X.

Les dégagements ERP :

Les dégagements sont conformes.

Niveau	Désignation du local	Effectif	Nbr de sorties réglementaires	Nbr de sorties réelles	Nbr UP réglementaires	Nbr UP réelles
RCh	Courts de tennis et padel et réunion	195	2	6	3	9
Étage	Club house, bureau	47	1+accessoire	2	1+accessoire	2

Observations concernant les dégagements :

L'étage est desservi par un escalier intérieur de 1m20 de large et un escalier extérieur à l'air libre de 0m90 de large.

Chaque court est desservi par 2 sorties.

E. Etude de sécurité incendie et panique

Le projet étudié doit être réalisé conformément aux textes réglementaires applicables, aux dispositions constructives et techniques figurant au dossier d'étude notamment au niveau de la notice de sécurité.

Toutes les modifications éventuelles doivent être soumises pour avis au service prévention.

D'ores et déjà, il convient de prendre en considération et d'intégrer les prescriptions et/ou modificatives suivantes:

En application de l'article GN13, l'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation.

Prescriptions :

N°1 Arrêté du 22/6/1990.

Respecter les dispositions de l'arrêté du 22 juin 1990 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de 5^e catégorie et notamment les prescriptions ci-dessous.

N°2 Défense incendie (Guide DECI du SDIS et D9).

Le maître d'ouvrage a prévu d'installer une REI de 270m³ à proximité du bâtiment projeté, en complément de la REI existante de 120m³ située près de la Halle polyvalente.
Soit un total de 120+270 = 390m³ (manque 30m³).

La REI projetée a une capacité insuffisante et se trouve trop près du bâtiment (8m50).
La REI et l'engin en aspiration doivent être à l'abri d'un éventuel effondrement du bâtiment.

Il convient de prévoir une réserve d'eau incendie d'une capacité de 300m³.
L'implantation et la mise en œuvre doivent se faire impérativement en concertation avec le service prévision du SDIS (Adjudant-chef Hervé Binet) avant réalisation des travaux.

Service prévision tel. 02 98 10 39 32 ou 02 98 10 31 87 , mail : service.prevision@sdis29.fr

N°3 Desserte.

Il est proposé de desservir la façade Est par une voie carrossable de 4m de large permettant la mise en œuvre d'une échelle mécanique. Cette disposition peut faciliter l'action d'extinction au niveau de la couverture.

N°4 Installations électriques (article R123-13 du CCH).

A faire vérifier par un organisme agréé et à mettre en conformité.

N°5 Locaux à risques moyens (article PE9 et X9).

Ils doivent être isolés par des parois verticales et horizontales CF 1heure et un bloc porte CF 1/2heure avec ferme porte (stockage matériel, réserve étage, local ménage, local technique et local TGBT).

Seuls les locaux de stockage matériel ouverts en permanence sur l'aire de jeux peuvent être dispensés d'isolement (une porte grillagée n'est pas suffisante).

N°6 Dégagements (article PE11 et R 123-13 du CCH).

- Déplacer les sorties de secours donnant sur l'extérieur de chaque court en les implantant à proximité de l'axe délimitant les filets, de façon à faciliter l'évacuation du public.
 - Doter les sorties de secours d'une barre antipanique.
 - Il ne semble pas judicieux d'implanter des portes de communication au droit des rideaux de séparation des courts, cette disposition est susceptible d'entraver une bonne évacuation.
- Faire en sorte de les éloigner des rideaux de séparation

N°7 Escalier intérieur (article PE11, article R 4216-13 du code du travail).

Ils doivent comporter en partie haute un exutoire de fumée de 1m² minimum manœuvrable depuis le rez-de-chaussée par une commande manuelle en permettant l'ouverture et la fermeture.

Les escaliers sont munis de rampe ou de main-courante, celui d'une largeur au moins égale à 1,4 mètre en est muni de chaque côté. Il est proposé de le prévoir pour l'escalier desservant l'étage (1m20 de large) dans la mesure où il permet à 2 personnes de l'emprunter de front.

N°8 Les différents revêtements (article PE13).

Les différents revêtements doivent respecter les articles AM du règlement de sécurité du 25/06/1980.

N°9 Les rideaux de séparation des courts (article AM12).

Les tentures, portières, rideaux, voilages doivent répondre, suivant leur emplacement, aux exigences suivantes :

- a) Dans les escaliers encoisonnés, ils doivent être en matériaux de catégorie M1.
- b) Dans les autres dégagements et les locaux de superficie au sol supérieure à 50 mètres carrés, ils doivent être en matériaux de catégorie M2.

En l'occurrence, les rideaux de séparation des courts doivent être M2.

N°10 Éclairage de sécurité (article PE24 et X23).

Prévoir un éclairage de sécurité par blocs autonomes (intérieur et extérieur).

N°11 Couverture (articles X7)

En dérogation aux dispositions de l'article CO 17, les éléments constitutifs des couvertures situées à plus de 8 mètres d'un bâtiment tiers, ou de la limite de la parcelle voisine, peuvent être en matériaux de catégorie M3 ; toutefois, sur une hauteur de 3 mètres au-dessus du sol, les matériaux employés doivent être de catégorie M2.

N°12 Protection physique du public (articles X9)

§ 1. Toutes les parois des salles d'activités physiques et sportives doivent, jusqu'à une hauteur de 2 mètres :

- soit résister aux chocs ;
- soit ne pas présenter de danger en cas de bris ;
- soit être protégées.

§ 2. En aggravation des dispositions du D.T.U. n° 39-4 visé à l'article CO 48, les portes en verre armé sont interdites.

N°13 Portes (articles X12)

§ 2. Les portes des cabines de déshabillage et des sanitaires, s'ouvrant vers l'intérieur, doivent pouvoir être déverrouillées et dégondées de l'extérieur.

§ 3. Les portes verrouillables des vestiaires ne doivent pas être prises en compte pour le calcul des dégagements normaux. Par conséquent, la porte de chaque vestiaire ne doit pas être verrouillable.

N°14 Moyens d'extinction (articles PX1 et X24)

§ 1. La défense contre l'incendie doit être assurée :

- par des extincteurs portatifs à eau pulvérisée de 6 litres minimum avec un minimum d'un appareil pour 200 mètres carrés de zone de locaux annexes et de locaux techniques, de telle sorte que la distance pour atteindre un extincteur ne dépasse pas 15 mètres ;
- par des extincteurs appropriés aux risques particuliers.

N°15 Alarme incendie (articles X26 et N18 et IT 248)

Doter l'établissement d'une alarme incendie de type 4.

Il est précisé que l'instruction technique 248 relative aux systèmes d'alarme dans les ERP prévoit la possibilité que la priorité de diffusion de l'alarme générale sonore soit aménagée au bénéfice exclusif de la diffusion de messages parlés prescrivant clairement l'évacuation du public.

N°16 Alerte des secours (article PE27)

Doter l'établissement du téléphone urbain.

F. Visite de la commission de sécurité

Au regard de l'article R 123.45 du Code de la Construction et de l'Habitation, du décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la C.C.D.S.A, de l'arrêté du Préfet du Finistère relatif à la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité, de l'arrêté du 22 juin 1990 et des circulaires d'application, aucune visite périodique ou d'ouverture n'est systématiquement imposée aux établissements de 5^e catégorie ne comportant pas de locaux à sommeil, sauf en cas de dangers graves ou imminents encourus par le public reçu dans l'exploitation.

Les visites de réceptions pour les établissements doivent présenter un caractère exceptionnel, les exploitants, les constructeurs et installateurs étant tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis en conformité avec les dispositions de la réglementation actuelle, et notamment celles de l'arrêté du 22 juin 1990 modifié.

G. Avis

Rappel au pétitionnaire :

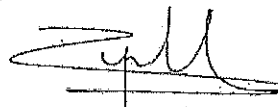
L'avis du SDIS ne peut se substituer à un avis de commission de sécurité (Conseil d'Etat du 9 mars 1979).

Il va de soi que le présent avis ne concerne que les mesures de sécurité relevant de la réglementation spécifique contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public, sans préjuger de l'avis émis par d'autres services ou commissions et notamment celui émis concernant l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.

Au regard de la réglementation en vigueur, après avoir procédé à l'examen du dossier, et compte tenu des éléments figurant à l'étude sécurité, le service prévention du SDIS 29 émet un avis :

FAVORABLE

Pour le Directeur Départemental
le Chef du Groupement prévention



P/o le Commandant Frédéric Zynkowski
Adjoint au chef de groupement.

Brest métropole arrivée
26 DEC. 2018



PRÉFET DU FINISTÈRE

Direction départementale des
territoires et de la mer

**COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE
DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ**

DDTM 29/SHC/ULSRC

Dossier suivi par :
Thierry LE BOT

Tél. : 0298765926

thierry.le-bot@finistere.gouv.fr

Sous-commission d'accessibilité

Réunion du mardi 11 décembre 2018

**AVIS DE LA CCDSA RELATIF A L'ACCESSIBILITE AUX
PERSONNES HANDICAPEES**

Procès verbal de la réunion

Textes de référence

Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 111-7 à L. 111-8-4 et les articles R. 111-18 à R. 111-19-47 ;

Arrêté du 8 décembre 2014 ;

Arrêté du 15 décembre 2014 ;

Arrêté du 27 avril 2015 ;

Arrêté du 1 août 2006 (dépôt pour instruction avant le 30 juin 2017) ;

Arrêté du 20 avril 2017 (dépôt pour instruction après le 1 juillet 2017) ;

DOSSIER N° AT 929 075 18 0 0090

N° urbanisme : PC 029 075 18 0 0090

Commune : GUIPAVAS

Demandeur : mairie de Guipavas représenté(e) par M JACOB Fabrice

Adresse du demandeur : Place St Eloy 29490 GUIPAVAS

Nom établissement : Tennis

Adresse des travaux : moulin neuf 29490 GUIPAVAS

Type : X Etablissements sportifs couverts / Catégorie ERP : 5ème catégorie

Nature des travaux :

Complexe de tennis et d'un club house à l'étage.

Demande de dérogation : non

MOTIVATION

- sur l'autorisation : Favorable

Rendre la place de stationnement conforme à l'arrêté du 20 avril 2017.

Modifier le WC pour le rendre accessible aux PMR (cuvette allongée).

Prendre en compte le contraste dans le choix des couleurs.

Un ascenseur dessert l'étage.

Réaliser le traitement visuel de l'escalier.

PRESCRIPTIONS ET RECOMMANDATIONS

AVIS DE LA COMMISSION

La commission émet un **avis favorable** à la réalisation de ce projet. Cet avis est assorti des prescriptions et recommandations énumérées ci-dessus.

A QUIMPER, le mardi 11 décembre 2018

Pour le Préfet

Le président de la commission



M DÉNIEL Gérard



AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR
CONCERNANT UNE DEMANDE DE **permis de construire**
DELIVRE PAR LE maire au nom de la commune

DEMANDE DE Permis de construire Déposée le : 31/10/2018 complétée le 13/12/2018, le 28/01/2019 et le 20/02/2019 Par : COMMUNE DE GUIPAVAS Demeurant : place Saint Eloy MAIRIE 29490 GUIPAVAS Nature : complexe sportif, club house et locaux nécessaires à son utilisation Sur un terrain MOULIN NEUF 29490 GUIPAVAS ZI 12, ZI 48 Zonage N, Zonage NL	DOSSIER N°: PC 029 075 18 00090 Surface de plancher: 3 644,75 m² Surface taxable : 3 650.75 m² Places de stationnement extérieur : 48
---	--

La responsable du service instructeur
à Monsieur le maire

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une proposition d'**autorisation** relative à la demande susvisée.

Le 13/03/2019

La responsable du service
droit des sols
Marine Brunin

Visa Aude TALON

Visa Jean-Philippe LAMY